



Brochure N° 1



PCF

HISTOIRE D'UNE DÉCHÉANCE



Un témoignage du Val d'Oise de
Francis Arzali

SOMMAIRE

Chapitre 1 <i>Histoire d'une déchéance</i>	Page 1
Chapitre 2 <i>« Le Parti »</i>	-- 3
Chapitre 3 <i>Un élu peut être aussi un militant</i>	-- 13
Chapitre 4. <i>Le ver est dans le fruit</i>	-- 18
Chapitre 5. <i>La descente aux enfers</i>	-- 26
Chapitre 6. <i>" Il n'y a pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni Tribun !" (L'Internationale, 1871.)</i>	-- 32
Chapitre 7. <i>Mort des idéologies ?</i>	-- 37



1 - La nausée !

Depuis des mois que se poursuit le grand ballet électoral médiatico-présidentiel, on croyait avoir tout vu, tout entendu en matière de politiciens démagogues, assénant aux télévisions leurs mensonges avec grand sourire et belle cravate, prônant pour le commun l'austérité qu'ils ne pratiquent pas, suffisants, doucereux, corrompus avérés...

Jusqu'à hier midi, où apparut sur un écran qui n'est ni pire ni meilleur qu'un autre, face à une jeune journaliste acerbe, un Robert Hue épanoui, ex-secrétaire général du PCF, en promoteur du candidat Macron, le poulain ultra-libéral du CAC 40. Tout un passé alors m'a sauté au visage, fait de quarante ans d'enthousiasmes premiers réduits en cendre, d'idéaux juvéniles trahis au profit d'appétits mesquins, d'amitiés s'achevant en parjure final.

Tout ce qui vit connaît un jour la mort, les hommes et les partis, comme le PCF qui fut si longtemps une des dimensions de la Nation française. Encore faut-il savoir entrer dans le néant debout, fier, orgueilleux, quand d'autres y vont rampant comme des larves, rêvant encore de pouvoir et de richesses, alors qu'ils ne sont plus qu'une grandeur défunte.



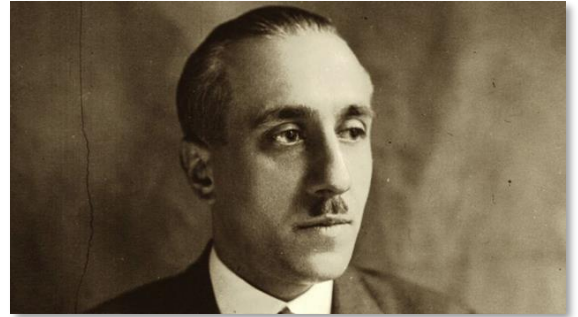
2 - " Le Parti "

J'ai débarqué en 1969 en grande banlieue parisienne, venant du Nord. Jeune étudiant devenu militant communiste par haine de la guerre coloniale en Algérie et de son cortège de crimes, j'y avais découvert les réalités prolétariennes, leurs grandeurs, leurs faiblesses. Je n'eus donc aucune difficulté pour m'insérer dans le réseau des militants d'Ile de France, qui était alors vivace et influent, au point de ne pouvoir l'imaginer un demi-siècle après : le Val d'Oise, au nord de Paris, compta jusqu'en 1980 près de 10 000 adhérents au PCF ; il en annonce quelques centaines en 2016...

La vallée de Montmorency, à une demi-heure de train des gares parisiennes, était composée de localités contigües : Ermont, Corneilles, Montigny, Taverny, etc. villages vigneron puis maraîchers jusqu'en 1900. Ils sont devenus au vingtième siècle une « banlieue dortoir », un semis de pavillons résidentiels et de barres d'immeubles, peuplés de salariés, ouvriers et employés, contraints de consacrer plusieurs heures par jour à rejoindre leur lieu de travail, usine ou bureau parisien. Ce milieu était le terreau nourricier d'un Parti Communiste Français influent, implanté en cellules et sections locales et d'entreprises.

En 1970, il était encore nourri des souvenirs de Gabriel Péri qui en fut député lors du Front Populaire, et d'une résistance antinazie active. Son influence ne tenait pas seulement aux luttes populaires qu'il avait menées avec vigueur, mais aux sentiments de fraternité que lui donnaient « les copains », en réunions politiques certes,

mais aussi en rencontres amicales, "remises de cartes » ou soirées récréatives.



"Gabriel Péri, pour des lendemains qui chantent"

« Le Parti » était alors une contre-société qui, malgré ses défauts, ses erreurs, offrait à tous ces militants franciliens, fréquemment nostalgiques des provinces dont leurs parents étaient originaires, un lieu de sociabilité protecteur, amical, que leur vie quotidienne n'offrait guère. Le plus bel exemple de cette dimension de la culture communiste fut la construction, essentiellement bénévole, d'un pavillon aménagé en un bureau et une grande salle, décorée encore aujourd'hui de la photo du héros martyrisé Péri, la « Maison des Communistes » de Cormeilles en Paris. Elle a accueilli en quelques décennies des milliers de rendez-vous militants, mais aussi de festivités réunissant les militants et leurs familles.

C'est dans cette Maison de Cormeilles que je découvris pour la première fois un jeune militant parmi d'autres, lors de la préparation d'une campagne électorale, préalable à des distributions de tracts, porte à porte, et autres réunions publiques. Robert Hue me fut présenté par le député communiste du secteur, Claude Weber. Ce fut le début d'un compagnonnage militant et amical.

L'engagement militant n'interdit pas l'analyse historique et sociologique, il la suscite au contraire. Une vingtaine de communistes âgés ont été interviewés en 1984, dans le cadre d'une recherche sous l'égide de l'Université Paris I. Ces témoignages sont le miroir fidèle de l'épopée quotidienne de ces lutteurs anonymes, ouvriers de l'avenir, admirables de dévouement jusque dans leurs erreurs, tous décédés sans avoir tiré de

leur action le moindre avantage personnel, prébende ou pouvoir. Parmi ces témoignages, celui de René Hue, le père de Robert, interviewé le 10 novembre 1984 :

Interview de RENE HUE, le 10/11/1984 à Cormeilles-en-Parisis :

« Je suis né le deux février 1910 à Cormeilles-en-Parisis. J'étais le deuxième d'une famille de quatre enfants, mon père était employé aux chemins de fer, ma mère restant à la maison pour s'occuper de la petite famille.

Mes parents étaient d'origine normande, ils sont arrivés à Cormeilles en 1906. Comme beaucoup de provinciaux, ils avaient la croyance religieuse sans pratiquer. Ma mère nous fit suivre le catéchisme et nous fîmes notre première communion. Mon père étant cheminot avait participé à la grande grève de 1920... En 1921, j'accompagnais mon père à une réunion publique qui se tenait dans une salle du café-tabac (Lamastre). Je vis pour la première fois Marcel Cachin, de retour de Russie, venant faire un compte rendu sur son voyage...

Ayant obtenu mon Certificat d'études, je quittais l'école au mois de juillet 1923. Le mois de septembre suivant je rentrais dans une entreprise de maçonnerie comme garçon-maçon.

J'arrivais dans le monde du travail. De temps à autre, il passait des camarades cheminots voir mon père ; j'entendais qu'ils discutaient du syndicat et du Parti ; mon père étant syndiqué à la CGTU, je crois savoir qu'il devait entrer au Parti à cette époque. L'Humanité remplaçait le journal (le Quotidien) chaque fois chez nous.

Avant de devenir militant communiste, je suis passé par d'autres organisations. J'adhère en 1927 à la CGTU, au syndicat des cimentiers. Je devais, à travers les chantiers où je suis passé, connaître la vie militante du syndicaliste, les mouvements spontanés des ouvriers du bâtiment (exemple : l'assassinat de Sacco et Vanzetti), les grèves pour obtenir quelques taux horaires, et surtout le débauchage comme « meneur ».

La même année, en 1927, j'adhère au Secours Rouge International. Dans les réunions locales tenues par le SRI, je rencontrais de nombreux camarades, des syndicalistes, des communistes, et des sympathisants.

Le militantisme des communistes dans cette organisation me marqua dans mon orientation politique.

Les années 1920 à 1936 dans les usines de la région : l'entreprise Lambert de matériaux de construction de Cormeilles, était le parfait bagne. Les ouvriers dans cette entreprise vivaient sous la contrainte patronale. Beaucoup de travailleurs

émigrés passaient dans cette boîte. Il y eut des travailleurs italiens, ensuite des travailleurs espagnols, ensuite des Polonais, des Chinois, et des ouvriers provinciaux, surtout des Bretons. Ces travailleurs, suivant leur passage, étaient logés dans des baraquements en bois ou en carreaux de plâtre.

A la carrière, le travail se faisait à main d'homme, des accidents se produisaient souvent ; aucune organisation syndicale n'existait, les salaires étaient les plus bas.

Quand nous, militants de l'extérieur, nous nous présentions à la porte au moment de l'embauche, pour distribuer tracts ou journaux, nous subissions la provocation des nervis de l'intérieur, et des chefaillons de la boîte. Nous allions distribuer les tracts, vendre « la Défense » pour le SRI, et en fin de semaine « le Proletaire », à la sortie de l'usine Lambert.

Dans les années 1928 et 1929, le temps me manqua pour militer localement : je faisais la semaine de 60 heures, et le dimanche, j'avais entrepris de construire la maison de mes parents.

En 1930, les travaux étant bien avancés, je reprenais les contacts et la diffusion du matériel.

Je passais l'année 1931 au service militaire. Libéré le 15 avril 1932, je devais me marier le 25 juin suivant. Ayant trouvé deux petites pièces à louer près du Pont Blanc à Argenteuil, je devais n'y rester que quelques mois, ayant trouvé un logement à Cormeilles.

De retour à Cormeilles, je fus contacté par deux camarades membres du Parti : Canapville et Gala, qui ont obtenu sans difficulté mon adhésion au Parti.

Étant membre du PCF, j'appris à connaître davantage les structures. Je suivis une école de section, les instructeurs étaient les camarades Georges Joseph, et un autre dont je ne me souviens plus du nom. Je pris ouvertement part, sur le plan local, à l'activité et à la vie du Parti.

Souvent la direction de l'entreprise faisait appel à la police pour nous faire évacuer les lieux. Il est vrai que le patron Lambert avait pour lui les dirigeants municipaux dévoués à son service. A Cormeilles et dans les communes voisines, les mairies étaient gérées par la droite. Il a fallu les élections de 1935 pour obtenir certains changements.

Quand je suis entré au Parti en 1932, j'ai trouvé dans les cellules de bons camarades, dévoués, et qui suivaient les événements de près. La diffusion de la presse fonctionnait, ainsi que la distribution du matériel dans les quartiers et vers l'usine Lambert.

Durant la période de 1933 à 1934, la situation ne s'arrangeait pas ; le chômage se développait de plus en plus. Notre action se retrouvait dans les comités de chômeurs ; des marches furent organisées dans plusieurs directions. Les événements, nous les suivions de près, face aux bandes fascistes du colonel de La Rocque (les Croix de feu). J'ai souvenir de la démonstration de force qu'ils voulaient faire à Herblay. Leurs cars durent repartir en piteux état !

Sur le plan national, les scandales se multipliaient. L'affaire Staviski éclaboussait de nombreux politiciens. Devant ce danger permanent du fascisme, le Parti s'était mobilisé.

A Cormeilles, le 6 février 1934, le Parti tenant une réunion, à la salle de la Savoie. Les militants présents étaient conscients du danger. Vers 22 heures, nous apprenions ce qui se passait à Paris, place de la Concorde. Unanimement, nous décidâmes d'aller à Paris ; moyen de locomotion : nos jambes !

Nous partîmes groupés jusqu'à Asnières ; là, nous apprîmes que des barrages de police empêchaient les contre-manifestants d'aller à Paris. Nous décidâmes de former des groupes de trois à quatre camarades. Mon groupe arriva par le boulevard Péreire, à la place de la Concorde. La place avait été évacuée ; des pompiers lavaient à la lance la chaussée. Nous rejoignîmes les Halles, par la rue de Rivoli.

Dès 1930, je militais à la CGTU, au syndicat des cimentiers. Le siège de ce syndicat était à la « Grange aux Belles ». Là, je rencontrais de bons camarades responsables. Je te citerai quelques noms : Eugène Henaf, Toudie, Arrachard, Légal René, Henri Reinaud ; d'autres encore : Gitton, Brout, Guillemot (les trois derniers n'ont pas choisi la même ligne).

En 1932, l'élection de Gabriel Péri fut une grande victoire. Venant d'être libéré de mon service militaire, j'appris par des camarades, l'ampleur de la bataille menée par Gabriel, et soutenue par le Parti à travers toutes les localités de la circonscription. Le résultat avait été très positif. Le député réactionnaire sortant, le Comte De Fels, était battu.

Le souvenir des élections municipales de 1935 me reste en mémoire. A Cormeilles, nous avons mené une bonne campagne. Le soir du résultat, nous avons convié les Cormeillais à venir place de la mairie, pour connaître les résultats que nous pensions nous être favorables. Quand le résultat fut connu, ce fut une déception des gens présents. Nos camarades Georges Joseph et René Duclaud prirent la parole pour tirer des enseignements de la situation, mais, apprenant que la Mairie d'Argenteuil était enlevée par le Parti, l'enthousiasme repris, un défilé s'organisa dans les rues de Cormeilles, drapeau en tête.

La réélection de Gabriel Peri en 1936 fut formidable. Nous nous étions battus avec mes camarades pour mener la campagne à travers la circonscription. Gabriel assurait plusieurs réunions le même jour ; nous nous déplaçons avec lui dans les localités proches de Cormeilles. Il faut se rappeler que la circonscription était composée de huit villes : Argenteuil, Sannois, Bezons, Houilles, Carrières, Cormeilles, Herblay, Montigny.

Quel encouragement nous avions à le suivre où il assurait ses réunions ! L'accueil qui lui était fait débordait d'enthousiasme. Chacun reconnaissait en lui l'homme intègre du Parti.

Je pourrais citer des exemples de son dévouement : je le vois encore assis à une petite table, après avoir terminé la réunion, rédiger son article pour « l'Humanité » en mangeant un casse-croûte, et repartir par la suite en d'autres lieux apporter la parole du Parti.

J'entends encore ces deux gros paysans, sortant d'une réunion qui s'était tenue à la salle de la Savoie, dire : « Il aurait fait un bon ministre des affaires étrangères, mais c'est dommage qu'il soit communiste ! ». Pour moi, c'était un exemple.

Travaillant à Paris, j'ai fait les grèves de 1936 dans les chantiers du métro en construction, où je travaillais comme terrassier-mineur. Nous occupions les puits de descente et les galeries souterraines, et assurons la sécurité en permanence.

A Cormeilles, depuis 1934, nous avons créé un comité local du syndicat du bâtiment. J'en assurais le secrétariat, et le camarade Canapville la trésorerie ; nos adhérents étaient peu nombreux. A côté de notre syndicat, les terrassiers étaient plus solidement implantés, et contrôlaient pas mal d'adhérents.

Nos deux syndicats n'avaient pas d'influence à l'usine Lambert. Il fallut la poussée du mouvement revendicatif dans la région pour que l'usine se mette dans la lutte.

Le mouvement fut assez bien suivi, de même par des responsables de la fédération des matériaux de construction.

Le mouvement fut gagné pour l'ensemble des ouvriers. A travers la localité, le mouvement fit « tache d'huile », les petites entreprises du bâtiment, la câblerie électrique, et le laboratoire Vicario entrèrent à leur tour dans la lutte.

A la suite de cette bataille, nos syndicats locaux s'étaient renforcés en adhérents.

L'issue de la lutte revendicative apportait aux ouvriers de l'usine un changement fondamental, par l'obtention de meilleures conditions de travail, et l'amélioration sensible de leurs salaires.

Dans la région, quand nous apprîmes le soulèvement de l'armée fasciste contre la République espagnole, des manifestations furent organisées pour protester et crier notre indignation. Le Parti joua un grand rôle pour la solidarité à travers le pays. Au Parlement français, le Parti, par la voix de Gabriel Peri, fit des interventions. Comme dans tout le pays, des collectes furent faites dans notre région.

A l'appel du Parti, des brigades internationales de combattants furent créées, pour venir en aide à la République espagnole.

Je sais que sur la région, nombreux furent ceux qui répondirent présent à cet appel. A ma connaissance, à Cormeilles, trois camarades partirent volontaires, deux camarades italiens qui malheureusement y laissèrent leurs vies, et un camarade français.

En 1937, je quittais le travail de terrassier-mineur pour rentrer à l'usine d'aviation la SNCASE, à Clichy.

Travaillant à l'usine, je militais à la cellule d'entreprise. J'avais fait ma mutation au syndicat des métaux. A l'usine, la section syndicale était solide, et le secrétaire Georges Debronine, était un camarade responsable exemplaire.

Tout en militant à la cellule d'entreprise, je suivais ma cellule locale. A suivre deux cellules, je m'apercevais que j'étais mieux armé pour la discussion, surtout quand l'ordre du jour portait sur la non-intervention en Espagne, sur les attaques contre le Front populaire, et à cette période, sur la lutte contre les accords de Munich.

Suite à la grève du 30 novembre 1938, le syndicat et le Parti perdirent beaucoup de camarades. La répression avait foncé à plein. En 1939, la situation à l'usine avait bien changé.

Malgré les contacts établis avec des camarades à l'extérieur de l'usine, le courant était difficile à remonter, la distribution du matériel se faisait difficilement, les camarades étaient devenus méfiants.

Je me souviens d'une réunion tenue le soir, après la journée ; elle avait lieu rue Henri Barbusse, à Clichy ; nous n'étions pas nombreux. Là, le camarade Jean-Pierre Timbaud développa les mots d'ordre du syndicat, nous appelant à nous unir pour mener la lutte à travers l'entreprise. A l'usine le temps de travail fut augmenté, après l'équipe normale, deux autres équipes furent créées, une du matin et une du soir.

Il fut embauché de la nouvelle main d'œuvre. Ce qui compliqua le travail, car il était plus difficile de se rencontrer entre militants.

Les mois qui suivirent furent très durs, après les accords germano-soviétiques, signés le 23 août 1939 ; nous n'avions plus la possibilité d'être informés, « l'Humanité » ayant été interdite.

Le mois suivant, c'était la mobilisation.

Dans la région, le passage de Doriot à l'extrême droite n'a pas eu de grandes prises sur nos militants, malgré la présence à Carrière d'un lieutenant de Doriot, Jules Teulade, qui pendant la période électorale 1936, chercha la provocation dans la circonscription.

Au mois d'août 1940, dès le retour de l'exode, dans la région et sur le plan communal, les camarades du Parti se retrouvèrent. Le point fut fait de la situation présente, la liaison fut établie avec des camarades d'Argenteuil et de Cormeilles, du matériel nous fut envoyé.

Au départ, nous ne mettions pas assez de prudence au collage des affiches et la distribution des tracts.

Le bruit courrait que l'occupant laisserait paraître « l'Humanité » : cela n'a duré que quelques jours, car nous devons déchanter. Les flics locaux faisaient leur sale besogne. Des camarades furent dénoncés : des perquisitions eurent lieu à leurs domiciles, des tracts y furent trouvés et nos camarades furent arrêtés.

Nos camarades passèrent le 20 septembre 1940 à Versailles, devant un tribunal qui les condamna à la prison, et après, ils finirent dans les camps d'internement.

Pour d'autres, désignés par la police comme ayant appartenu au Parti ou au syndicat, ils étaient en liberté « surveillée » et contraints, chaque semaine, de se présenter au commissariat de police.

J'ai connu la répression, comme beaucoup de mes camarades ; j'ai dû répondre aux convocations de la police dans deux commissariats, à Argenteuil (l'une rue de Seine, et l'autre rue d'Enghien), questionné par des inspecteurs français qui voulaient me faire avouer que j'étais responsable du Parti à Cormeilles. N'ayant rien pu obtenir de moi, ils me firent passer, comme mes deux camarades, devant le tribunal allemand, le 20 septembre 1940, à Versailles.

Dans une audience précédente, mes deux camarades avaient été condamnés à la prison. Les Allemands espéraient s'en servir contre moi, comme témoins à charge. Mais le courage et les dénégations de mes deux camarades, Lucien Tarabon et Pierre

Courric, déjouèrent les manœuvres. Le tribunal n'ayant aucune preuve contre moi, je fus relaxé, mais obligé de me tenir à la disposition de la Kommandantur.

A la suite de cela, comme tous les militants, il m'a fallu me tenir sur mes gardes ; travaillant dans le bâtiment, mes allées et venues étaient moins contrôlables.

Quand j'ai appris la triste nouvelle de la mort de Gabriel, je ne pouvais y croire. Il est vrai que dès son arrestation, la presse de droite se déchaîna contre lui. Notre ami Gabriel dans la clandestinité, était un cauchemar pour eux. Ils n'hésitèrent pas à le livrer aux autorités d'occupation qui accomplirent leur sale besogne en fusillant notre camarade.

Après le débarquement allié, la tournure des événements fut favorable à l'organisation de différents groupements. A Cormeilles, le MLN (Mouvement de Libération Nationale), à direction socialiste, se manifesta ; le FNL (Front National de Lutte) fit surface, avec ses adhérents anciens syndicalistes, et adhérents du Parti clandestin.

Des contacts sur le plan local eurent lieu. Le 26 août 1944 était formé à Cormeilles le Comité Local de Libération :

Président : Gilbert Clovis, FNL ; Vice-président : Noël Salvini, MLN ;

Secrétaire : Duclaud René, FNL ; Membres : Mont Maurice, FNL,

Mont Simone, FN, Servaux René, FNL, Ortoli, MLN

Nombreux étaient les volontaires venus rejoindre les FFI. Nous sentions une volonté de combattre et de poursuivre les envahisseurs ; beaucoup, à travers les communes proches, payèrent de leur vie.

Enfin, nous étions libres. Le Comité Local de Libération s'efforça de son mieux de régler les affaires courantes : ravitaillement de la population et réorganisation des services municipaux. Il est vrai que le conseil municipal en place à la mairie avait quitté les lieux. A Cormeilles comme partout ailleurs eurent lieu des règlements de compte ; certaines femmes ayant fricoté avec les Allemands, eurent les cheveux coupés.

Mais les vrais profiteurs de l'occupation n'étaient pas là. Ils avaient eu soin de se tenir à distance, et d'autres, comme le flic Agnès, s'étaient planqués quelques jours, en attendant que le calme soit revenu.

Argenteuil a plus souffert des bombardements que Cormeilles. Les usines travaillant pour la guerre étaient visées, et les gens habitant près eurent à en souffrir.

A Cormeilles, deux pavillons furent détruits, entraînant la mort de plusieurs personnes.

Cormeilles est devenue une ville dortoir. Depuis l'après-guerre, quarante années ont passé, sans changements notables. Rue Guy Patin, des logements furent construits pour évacuer les gens habitant les vieux bâtiments de la Place de l'Église, déclarés insalubres ; rue de Saint Germain, un groupe de bâtiments appelé « cité EDF » ; rue du Fort (résidence du Parc) un corps de bâtiment ; rue de Tarbes, quelques bâtiments, avenue du Maréchal Foch,

ont été construits depuis quelques temps : des logements inabordables pour des salaires modestes.

Tous ces bâtiments ne représentent pas une grande quantité de logements, et c'est pour cela que les jeunes de Cormeilles, à l'âge d'être logés, vont trouver refuge à Argenteuil, Sartrouville, ou à Montigny.

La politique des dirigeants de la mairie est basée sur la construction de pavillons individuels. Des travaux de voirie, pose de tout-à-l'égout, éclairage public, suivirent à peu près, mais beaucoup reste à faire.

Depuis les années 1950, la direction municipale de Cormeilles a toujours été gérée par la droite. Nous eûmes dans ce conseil, pendant une législature, trois élus de la gauche : le camarade Claude Weber, René Duclaud et Corbeau. Notre camarade Weber, présenté par la fédération, étant membre de la section de Cormeilles/La Frette/ Montigny, fut élu député de la circonscription en battant le réactionnaire Richard.

Notre camarade Weber occupa le siège de conseiller général. Matériellement, sur le plan de la section, nous avons avancé. Après avoir fait l'acquisition d'un terrain, nous décidâmes de construire le siège de notre section.

Le travail fut pris à bras le corps ! Plus de cinquante camarades y participèrent, et au mois de décembre 1963, notre camarade Léon Feix et les élus de la région vinrent inaugurer notre nouveau siège. Politiquement cela avait avancé ; au départ de la construction, la section comptait 100 membres ; les travaux terminés, nous étions 185 membres. »

Actuellement, les choses évoluent comme les événements. La section de Cormeilles se maintient avec trois camarades élus au conseil municipal.

A Montigny, la mairie est gérée par le Parti. (Lors de l'interview en 1984, son fils Robert en était devenu maire), et à La Frette, la droite a repris la direction municipale ».

Autobiographie modeste d'un de ces militants anonymes qui furent le Parti Communiste Français ; un ouvrier parmi d'autres, simplement conscient de devoir défendre collectivement ses intérêts de classe contre l'exploiteur capitaliste ; il lui est arrivé de croiser des héros, notamment Péri qu'il appelait affectueusement Gabriel, suivant le rituel fraternel en usage au sein du Parti, sans aucune prétention à en être un lui-même. « Un homme véritable » enfin, au service des autres durant cinquante ans, qui n'a jamais quêté la popularité, les avantages matériels ou le pouvoir.

3. Un élu peut être aussi un militant

Je m'en voudrais de ne pas évoquer parmi ces communistes du Val d'Oise et de Cormeilles, Claude Weber, qui fut à la fois mon ami et mon exemple militant.

Il était né en 1919 à Argenteuil, la grande ville ouvrière de cette banlieue nord de Paris. Fils d'une mère issue de la paysannerie

beauceronne, et d'un père employé aux chemins de fer, dont les ancêtres étaient venus d'Alsace ; c'est grâce à ce dernier, militant socialiste et franc-maçon que Claude enfant a été initié aux combats politiques. Notamment en 1932, puis 36, quand le père Weber, socialiste unitaire, l'emmenait faire la campagne électorale du communiste Gabriel Peri.

Élève normalien en 1936, Claude eut à peine le temps d'entamer son métier d'instituteur à Montmorency, en juillet 1939, avant d'être happé par la guerre et mobilisé en novembre. Le maelstrom de la défaite venu, il fut versé de « l'armée de l'armistice » dans les Chantiers de jeunesse, cette sorte de scoutisme maréchaliste, dont le seul objectif était pour Pétain et ses fidèles, de contrôler politiquement la jeunesse d'un pays vaincu. Claude y passa vingt-six mois, notamment en Cévennes, où il eut la chance de dénicher une épouse. Il l'épousera dès qu'en fin 1942, l'occupation par les Allemands de la zone sud et la dissolution des Chantiers lui ont permis de reprendre un poste d'enseignant à Cormeilles. En 1944 il a vingt-cinq ans, et participe à l'euphorie de la Libération, devient d'emblée militant syndical du syndicat national des instituteurs (SNI), qui était alors partie prenante de la CGT réunifiée. A Cormeilles, la section CGT était animée par René Hue, et la fréquentation des communistes convainc le jeune instituteur de les rejoindre, en devenant militant du PCF dès 1945. C'est le début d'un long parcours militant, un demi-siècle jalonné de responsabilités électives : dès 1959, il est élu conseiller municipal PCF à Cormeilles, et le restera durant douze ans.



Dès 1964, il est conseiller général du canton de Cormeilles, et y sera réélu

quatre fois. En 1973, après la signature du « Programme commun de la gauche », il devient député de la deuxième circonscription du Val d'Oise, jusqu'en 1978. Dès 1979, y compris lors de l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, Claude Weber est président du groupe

communiste au conseil important de l'opposition
général du Val d'Oise, le plus alors.

Une carrière de notable donc, et il est vrai que son « look » le faisait passer pour tel, toujours vêtu d'un costume gris, gilet et cravate, le verbe conciliant, la mine souriante. Comme me l'avait dit un jour le conseiller général radical de Saint Leu, en croyant me faire plaisir : « *Weber est le plus radical-socialiste des communistes que je connaisse* ».

Les militants ouvriers du secteur, eux, ne s'y trompaient pas, et notamment les plus âgés, qui avaient connu les airs de costaud, brutal et débraillé, que se donnait en 1930 Doriot, leader PCF à Saint Denis, avant de terminer sa vie en officier nazi, sur le front russe et dans l'Allemagne vaincue.

Claude weber, lui, faisait de sa notoriété d'élu, un levier au service de l'idéal communiste, il animait les luttes populaires au service des plus démunis de sa circonscription. Il a été à l'origine de « la Maison du Parti » de Cormeilles, avec ses camarades qui l'ont construite bénévolement, de l'été 1962 à l'hiver 1963 :

"Chaque dimanche, nous organisons une tombola : chaque billet représente une brique. Un filet garni est mis en jeu dans chaque tournée de « l'Humanité Dimanche ». Chacun réclame sa « brique » au vendeur de « l'Humanité Dimanche ...

Durant chaque week-end, c'est une joyeuse animation : camarades et amis viennent en famille. Quand il faut être vingt, nous sommes six ; quand il faut être six, nous sommes vingt. Nous n'avons pas toujours tous les spécialistes nécessaires ; quand il faut monter des rangs de briques ou rouler des brouettes de ciment, la main d'œuvre ne manque pas. Mais quand il faut recouvrir tous les murs intérieurs d'enduits au ciment, rares sont ceux qui peuvent accomplir un tel travail... ».

Cette Maison du Parti, « ...salle de réunions, bureau, salle de tirage... » abrita aussi « conférences, expositions, ventes de livres...des mariages, anniversaires, départs en retraite...

Je suis intimement persuadé que les idées les meilleures, les arguments les plus affûtés, glissent sur les esprits et les épidermes s'il n'y a pas entre tous les protagonistes des relations humaines étroites et suivies, s'il n'y a pas partage des heures de joie, de peine ou d'émotion. Cette communion des esprits, cette osmose permanente des idées, cette ambiance familiale et fraternelle nous permirent d'avoir après 1964, une

influence grandissante dans la deuxième circonscription, influence due en grande partie au rôle joué par la Maison du Parti ».

(Extraits des souvenirs de Claude Weber)

Claude ne manquait pas les bals et manifestations sportives, où il se faisait un devoir de remettre une coupe au vainqueur, mais il était aussi présent pour appuyer les salariés en grève, à la grande fureur des patrons, aux carrières Lambert, auprès des ouvriers immigrés, aux côtés des riverains contre un projet d'autoroute destructeur, au service des employés du Centre pour handicapés de Cormeilles, menacés de licenciement. Et « les Weber », très éloignés de certains bureaucrates distribuant leurs directives au téléphone, animèrent longtemps l'impression et la distribution de « journaux » qui n'avaient souvent qu'une page :

"La section de Cormeilles avait acheté en 1949 une Gestetner de démonstration remplaçant les « Ronéos » d'avant-guerre ou les duplicateurs à alcool. De 1949 à 1973, nous avons sorti chaque mois « Ici La Frette », « L'Alerte » d'Herblay, « L'Echo de Montigny », « Le Cormeillais », et un journal pour chacune des cinq cellules de Cormeilles... Pendant vingt-quatre ans, de 1949 à 1973, nous avons opéré ainsi dans ma section. En une semaine, les journaux sont rédigés, tirés, ventilés, distribués. Et nous faisons de même chaque mois..."

Ma femme frappait les stencils sur une machine à écrire de récupération... Elle était souvent dérangée, les enfants étaient présents. Ainsi un jour, au lieu de frapper « BENELUX », dans un article politique destiné à tout Cormeilles, elle frappa une première fois « BEBELUX », et trois lignes plus loin, « NENELUX ». Elle fit bien rire les camarades qui se moquèrent, bien gentiment. Une autre fois, voulant écrire « les communistes ont l'habitude... », elle écrivit « les communistes ont la biture » (!), ce qui nous valut une délégation à onze heures du soir ! Cependant, la distribution avait commencé. Mais cela importait peu.

Nous avons la foi... Nous étions certains d'avoir raison, et nous voulions convaincre, toujours convaincre..."

(Souvenirs de Claude Weber)

J'ai fréquenté d'assez près Claude et son épouse pour savoir que leur vie quotidienne, dans un appartement modeste de Cormeilles, n'a tiré

aucun profit personnel de ses charges électorales. Quelques joies seulement, et il ne s'en cachait pas :

" Les satisfactions d'une vie militante : j'ai connu la profonde amitié fraternelle qui liait la grande majorité des camarades, à tous les niveaux du parti, chez les grands intellectuels ou les hauts responsables, comme chez les camarades de la base, partout où j'ai milité, dans mon département, ou là où le parti m'envoyait, en Savoie comme en Guadeloupe.

Nous fréquentions les terrains de camping d'enseignants. Là, nous trouvions tout de suite les communistes. Si ce n'était pas nous, c'étaient nos enfants. « Salut, camarades... Vous êtes de la région parisienne ? Vous voulez un coup de main pour vous installer ?...J'ai de la soupe pour vos enfants, et du pastis au frais ».

C'est ça le parti, ces liens, cette amitié qui nous liaient. C'est là que résidait notre force. C'est là qu'elle devrait résider aujourd'hui...

Je ne voudrais pas oublier de citer mes camarades locaux, ceux du Val d'Oise, Lucien Perrin, Fernand Châtelain, Paul et Maguy Krivopisko...et les bons camarades de ma section. Sans eux, je n'aurais rien fait.

Si dans le parti, certains se poussent, eux, ils m'ont poussé. Nous avons été sur la brèche des dizaines d'années, rédigeant les tracts et les journaux des cellules, les tirant, les distribuant. Nous avons collé les affiches, collecté l'argent indispensable auprès des sympathisants, organisé les réunions, vendu « L'Humanité » et « La Renaissance », vendu le muguet du 1^{er} mai, organisé des ventes de livres, des « porte à porte ».

Tous ces camarades là, et je vais oublier des dizaines d'entre eux, s'appelaient Georges et Berthe Joseph, René Duclaud, René Servaux, H. Jestin, René Hue, Eugène Delabarre, Maurice Mont, Raymond Coquan, Alphonse Beaumale, Rolland, et mon frère de combat Michel Courric... ».

Notable ? Peut-être, mais un militant qui ne perdait pas de vue, dans ses activités d'élus, son idéal au service des « **spoliés de la terre** » (dernière lettre du résistant communiste Corse Jean Nicoli, assassiné par les fascistes en 1943).

Une dernière plongée-souvenir dans le passé révolutionnaire du PCF en Val d'Oise, extrait d'un article du journaliste Pierre Souchon dans le Monde Diplomatique d'Aout 2017. Sous le titre un peu venimeux " *à Sarcelles, un maire contre ses administrés* ", l'auteur dénonce en forçant un peu le trait, le clientélisme et le communautarisme de l'ancien maire

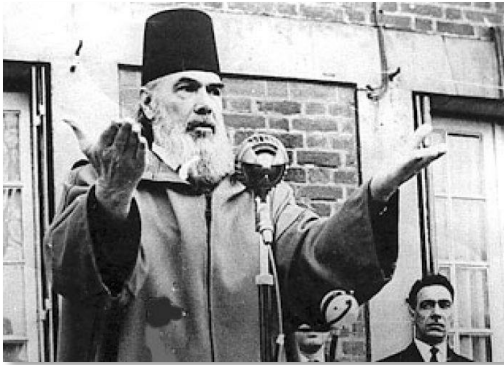
PS Dominique Strauss Kahn et de l'actuel Pupponi (réélu socialiste, qui se vante d'être l'ami du Président Macron, et de parrainer auprès de lui les députés nationalistes corses dans la presse insulaire !). Et en contrepoint, il conclut par l'interview de l'ancien maire communiste Canacos jusqu'en 1983, syndicaliste métallo (il n'a jamais perdu l'accent pied-noir familial) qui avait arraché la mairie à la Droite " *avec des gens engagés à nos côtés partout dans la ville.*" Évoquant les diverses communautés présentes alors (juifs venus d'Algérie, Musulmans maghrébins, etc...), Canacos précise : " *elles s'organisaient toutes, c'est normal, c'est la solidarité. Mais je fixais des limites. Certaines voulaient créer des clubs de sport confessionnels. J'avais refusé*". De son équipe, les interviewés âgés se souviennent des colonies de vacances dans la Creuse, et de militants toujours au service des plus démunis, Canacos s'opposant physiquement à une expulsion de locataire impécunieux, et son adjointe Marie Claude Beaudeau, q'une vieille maghrébine nommé encore " l'assistante sociale"...Dès que j'avais un problème, j'allais la voir et elle était toujours là". Souvenir un peu réducteur d'une élue assurée de son projet de société, mais aussi l'image d'un PCF qui n'existe plus, dont l'emprise tenait autant à l'altruisme de ses militants qu'à la fermeté de leurs analyses...

4. Le ver est dans le fruit

Comme tout collectif humain, le parti communiste français né en 1920 avait ses failles, conséquences pour la plupart du contexte de sa naissance. Inspiré de la Révolution des Soviets en Russie, il en avait hérité la haine de la guerre et du militarisme, un désir effréné de la démocratie et de l'égalité entre les hommes et les peuples, mais aussi une discipline d'inspiration militaire, des dirigeants désignés par cooptation, plus que par le choix conscient des adhérents, et la transformation fréquente de militants issus de l'atelier en bureaucrates impénitents, après quelques années en tant que permanents rétribués.

Le mimétisme à l'égard d'une URSS mythifiée, elle-même engoncée dans l'héritage autoritaire et monarchiste du tsarisme, n'avait rien arrangé. Le culte de Staline, grand dirigeant, vécu en génie tutélaire, a

connu ses émules en France, où les anniversaires de Thorez, vers 1950, atteignirent parfois les sommets du ridicule. Certains dirigeants prestigieux, comme Marty, le révolté glorieux de la Mer Noire en 1919, se conduisaient trente ans plus tard en despotes brutaux au sein du PCF en Seine et Oise, à tel point que les dirigeants du parti n'eurent aucun mal à faire entériner par les militants son éviction, grâce à un procès truqué, digne des purges moscovites.



Il arriva même aux communistes héritiers du pacifisme et de l'anticolonialisme des Soviets de 1917, d'oublier un peu leurs principes pour ne pas déplaire à leurs alliés temporaires socialistes. Ainsi, en 1937, quand le PCF laissa

sans mot dire, interdire le mouvement national algérien de **Messali Hadj**, alors qu'il l'avait parrainé dix ans plus tôt. Ainsi, plus grave entorse à l'idéal de 1920, quand en mars 1956, il vota les pouvoirs spéciaux au socialiste Guy Mollet, lui faisant les yeux doux pour le rallier à ses vues, alors que celui-ci envoyait les jeunes Français du contingent faire une guerre féroce aux Algériens colonisés, avec son cortège de crimes et de tortures.

Mais il est vrai que, malgré ses défauts, ses erreurs temporaires, le PCF resta en France pendant plus de cinquante ans, la force révolutionnaire essentielle, moteur des grèves de 1936, de la Résistance antinazie, de la lutte après - guerre contre l'impérialisme étasunien et le colonialisme français. Et cela tant qu'il fut la partie émergée du mouvement ouvrier, d'une classe ouvrière puissante, organisée, héritière de plusieurs siècles de combats et de révolutions.

Les grandes grèves de 1968, capables encore d'arracher au patronat et à l'État bien des progrès sociaux, furent en quelque sorte le chant du

cygne de cette France ouvrière révolutionnaire. Dès la décennie 70 du vingtième siècle, notre société a basculé peu à peu dans un capitalisme mondialisé, au sein duquel la bourgeoisie française est passée du nationalisme gaulliste au libéralisme transnational : à la recherche d'investissements profitables dans des contrées où le coût du travail était moindre, elle a patiemment détruit les grandes industries du pays, et démantelé les citadelles ouvrières, qui étaient le vivier du PCF d'autrefois. Délocalisations, chômage et précarisation des emplois ont résulté de cette mutation du capitalisme français.

A ces raisons objectives du déclin du PCF, d'autres, subjectives, se sont ajoutées, qui ont transformé les failles de départ en béances.

Carriérisme, bureaucratisme des dirigeants, électoralisme et dérives opportunistes des orientations, qui n'étaient que petits ruisseaux jusque-là, se sont transformés en torrents, à partir de la décennie 1970, et du programme commun de la gauche, signé en 1972 avec PS et radicaux.

J'ai vécu cette évolution dans le Val d'Oise durant dix ans, sans vraiment en prendre conscience : je partageais le légitimisme imprégnant alors tous les militants (toute critique irresponsable des décisions prises profite à l'adversaire de classe).

Au niveau départemental, la direction du PCF a évolué par un jeu de chaises musicales, dirigé du secrétariat national plus que pensé par les adhérents locaux. Jusqu'en 1977, Robert Montdargent était secrétaire fédéral, et Victor Dupouy, ancien secrétaire de Péri avant - guerre, maire de la ville d'Argenteuil.

L'âge venant, Montdargent lui a succédé à la mairie, et Pierre Blotin est venu à la direction fédérale. Ce sémillant « cadre dynamique », au verbe péremptoire, se targuait de son passé d'instituteur. Il avait surtout en 1977, à trente-huit ans, un passé de militant professionnel auprès des dirigeants nationaux, Duclos, puis Georges Marchais qui parraina son parachutage en Val d'Oise : il sera dès 1979, membre du comité central, et « patron » incontestable du PCF à Argenteuil.

Certains camarades ne se privaient pas, en privé, de critiquer sa propension à lancer depuis son bureau des directives, sans toujours être au courant des problèmes locaux. Tous reconnaissaient son efficacité pour l'organisation, tout en s'interrogeant parfois en aparté sur les méthodes utilisées. Il était en effet adepte de la vieille formule héritée de l'URSS, « *le choix des cadres décide de tout* ». En vertu de quoi il ne cessa de se constituer une garde rapprochée à la direction fédérale, en promouvant de jeunes et actifs adjoints auprès de lui, quitte à débarquer pour leur faire place des militants plus âgés.

C'est ainsi qu'arriva en Val d'Oise, pour y devenir secrétaire départemental des JC, un fringant jeune Catalan, appelé plus tard à succéder à Pierre Blotin au secrétariat fédéral du PCF, avant de s'en éloigner vingt ans plus tard. Son parcours était des plus typiques de ce carriérisme envahissant : lors de chaque congrès du PCF, il était qualifié de « maçon », parce qu'il avait dans ses Pyrénées d'origine, fréquenté une école professionnelle pour apprendre à empiler des briques, avant d'être promu permanent.

L'un de ces favoris de Blotin en Val d'Oise fut Robert Hue, né à Cormeilles en 1946, où il avait fréquenté le collège. Ce fils d'un militant ouvrier s'adonna à son adolescence à la musique, en fondant un éphémère groupe rock dit « Les Rapaces », sous le nom de Willie Balton, et au judo, jusqu'en compétition. C'est, selon ses dires, à seize ans, qu'il a adhéré aux JC, après la manifestation pour la paix en Algérie, à Charonne, où sept militants furent assassinés par les policiers du préfet Papon et De Gaulle.

Il a rejoint le PCF peu après, à Argenteuil, et y a entamé une brève carrière d'infirmier au centre psychiatrique. Dès 1977, il sera maire de Montigny les Cormeilles et y sera réélu plusieurs fois, avec le soutien actif de Blotin qui en a fait son second officieux à la direction fédérale. Ses mandats électoraux successifs témoignent de ses capacités de gestionnaire, dans une cité ouvrière en croissance. Mais elles ont tenu aussi au soutien actif d'un appareil PCF départemental, décidé à éliminer les responsables locaux jugés trop vieux, ou trop peu malléables.

Mon comportement de petit soldat discipliné me valut la proposition par la direction fédérale, de devenir permanent du parti. Je refusai, craignant, et je n'avais pas tort, que cela m'exclue d'un métier que j'aimais. Mais j'avais aussi une autre raison, plus pragmatique, que j'exposai un après - midi à un responsable, dans le parc de l'ancienne mairie de Montigny : nous nous étions endettés pour acheter une maison ; et sachant que les élus du PCF, alors, reversaient leurs indemnités et salaires au trésorier du parti, et que les permanents ne touchaient en retour que le revenu d'un ouvrier, cela eût été pour moi une baisse de revenu, me mettant dans l'incapacité de rembourser mes emprunts. Mon interlocuteur tenta de me convaincre en affirmant : « *Tu sais, un élu a d'autres moyens de faire rentrer de l'argent...* ». Cette affirmation ne me convainquit pas de changer d'opinion, mais m'ouvrit des horizons que naïvement j'ignorais !

J'en avais connu moi-même les prémices, quand je fus convoqué, quelques temps après mon élection au Conseil général, à une entrevue avec le secrétaire fédéral, dans sa maison au bord de l'Oise « *plus commode que le siège d'Argenteuil* ». Sans préambule, il me demanda si j'étais prêt à remplacer Weber à la présidence du groupe communiste au Conseil général. Un peu ahuri, je lui demandai si Claude était d'accord, pour m'entendre répondre : « *Cela ne concerne que la direction fédérale, pas lui* ». Le militant béat que j'étais alors ne sut que décliner l'offre, et discipliné jusqu'à la bêtise, je n'en parlai à personne.

Claude Weber fut en effet de ces élus locaux du PCF poussés silencieusement sur le côté pour faire place à un jeune loup, dont il avait au demeurant parrainé les débuts militants. Il l'a exprimé avec réserve dans ses souvenirs, ronéotypés en 1994 (« *Au fil de ma vie* »), et rédigés un an avant sa mort :

" *Quand on secoue le cocotier.* En mai 1981, après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, je suis convoqué par le secrétaire de notre fédération du Val d'Oise. Je suis persuadé qu'il s'agit d'examiner les orientations de la future campagne électorale. Et c'est pour m'entendre dire : « *Tu t'honorerais à céder ta place à plus jeune que toi* ». Je suis KO debout. En quoi ai-je démérité ? Si à soixante et un an je dois prendre ma retraite politique, nous serions

des milliers dans mon cas. Les camarades des sections de ma circonscription ont-ils été consultés ? Non. Le comité fédéral est-il informé ? Non.

J'objecte que, dans le contexte politique de la 2^{ème} circonscription, je suis le seul à pouvoir arriver au premier tour avant le candidat socialiste.

A quelques temps de là, j'apprends que les réactions des camarades informés par mes soins, ont amené le secrétaire fédéral à réviser sa position (et celle de son strict entourage).

Mais ma campagne électorale sera très en retrait des possibilités. Je ne suis pas consulté sur le choix de mon suppléant (pas plus que les militants), qui n'est pas géographiquement, le meilleur.

Je n'ai plus beaucoup d'initiatives. La direction fédérale, comme c'est de règle, a désigné un camarade pour m'aider. Mais celui-ci ne vient pas pour cela, mais pour diriger. Or, il n'a aucune expérience en la matière. L'élaboration du matériel de propagande m'échappe.

On ne sait pas, au regard des affiches, qui est le véritable candidat : le titulaire ou le suppléant ?

Ce qui devait survenir arrive : le candidat socialiste me devance, je me désiste, il est élu au second tour.

Avant les élections au Conseil général en 1982, j'avertis la direction fédérale que j'abandonne mon mandat (alors que ma réélection était quasi certaine et pronostiquée par mes adversaires). Personne ne cherche à me retenir...au contraire. Faisant toujours passer en priorité l'intérêt du parti, ce qui n'est pas toujours le cas de tous, je représente le candidat à la commission électorale cantonale, et je préside le meeting central, assuré par mon cher camarade (et ministre) Jack Ralite. Le candidat RPR, un « minable » est élu à ma place. Mais c'est sans importance pour certains : je laisse le champ libre pour les ambitions futures.

Cette affaire m'a bouleversé au plus haut point. Je passe des nuits sans sommeil, essayant de comprendre. Mon état de santé actuel est en partie la conséquence de ces mauvais moments. Je réalise en effet, en regroupant un certain nombre de faits, que ce que j'avais pris, depuis 1979, pour des maladroites ou incidents isolés, faisait partie d'un plan mûrement réfléchi, une entreprise soigneusement préméditée par quelques-uns, en dehors de tout organisme dirigeant, pour m'écarter.

Pendant de nombreuses années j'avais, par mon travail et celui des militants des sections de Cormeilles, Herblay, Taverny, Franconville et Sannois, transformé la 2^{ème} circonscription : nous avons trois conseillers généraux, le député, trois

municipalités, et une forte minorité à Taverny. La place était encore bonne à prendre. L'éternelle histoire du coucou...

Des faits troublants...

« En 1979, lors des élections cantonales, alors que mon canton n'était pas renouvelable, on ne fit pas appel à moi pour le second tour des cantons voisins, de Sannois et de Franconville... On m'ignora, notre candidate ne fut pas élue : il lui manquait trois voix. Nous perdions et le siège de conseiller général, et la présidence du Conseil général, poste capital. Mais cela n'avait aucune importance aux yeux de certains : Weber était resté dans son coin.

Cette élection de Franconville fut annulée. Et on a revoté. A nouveau je fus laissé sur la touche. Le soir du premier tour, j'étais mêlé à la foule quand je vis sortir du bureau du maire tout ce que le Val d'Oise comptait de responsables et d'élus du Parti. Je n'avais pas été convoqué. Et on m'ignora à nouveau pour le second tour. Notre défaite fut sévère.

Le secrétariat du groupe au Conseil Général fut réduit progressivement, sous les prétextes les plus divers. Ma secrétaire fut affectée, le matin à la fédération, pour s'occuper, provisoirement de l'association des élus. L'après-midi à Cormeilles, elle était constamment sollicitée pour les tâches les plus farfelues. Quand on trouva enfin la personne qui faisait défaut, on l'affecta dans une mairie, à des tâches secondaires. Ainsi, mon travail départemental se trouvait-il limité et contrarié...

Nous sortions un journal de circonscription gratuit, « Le Parisis ». Je rédigeais des échos, des « puces ». Quand j'avais un article important (par exemple, tout ce que j'avais pu obtenir au Conseil général pour la jeunesse et l'enfance), il n'était pas inséré. Mais la première page était réservée à d'autres, photos des auteurs à l'appui.

J'appréciai très peu l'affaire de la drogue à Montigny. Avec un élément mineur au départ, une affaire énorme fut montée. Télévisions et radios mirent le maire sur le pavois. Une manifestation eut pour beaucoup un aspect raciste. Cette affaire nous coûta un nombre respectable de voix, non seulement dans notre région, mais dans toute la France. La réserve dont je fis preuve à cette occasion fut peu appréciée par certains.

Mais le résultat était atteint : le poulain de ceux qui « tiraient les ficelles » parlait à toutes les télés. Il présida le grand meeting Marchais des élections présidentielles en 1981, pendant que les autres élus, dont moi-même, conseiller général de Montigny, étions installés à l'écart.

Le soir du second tour des élections présidentielles, je me rendis comme à l'accoutumée, à notre siège fédéral. Il était vide. Tous les dirigeants fédéraux ou élus avaient été priés de se trouver à la préfecture, où devait être proclamée l'élection du candidat commun de la gauche. Un seul n'avait pas été averti : le président du groupe communiste du Conseil général. Mon absence fut d'ailleurs remarquée par diverses personnalités du département.

Tous ces faits, dont la liste n'est pas exhaustive, menaient tout droit au « **Tu t'honorerais à laisser ta place...** ».

Cette ultime plainte d'un homme brisé, en conclusion de ses souvenirs, date de 1994. Quelques mois après, Claude Weber était mort.

Au-delà de son témoignage personnel, « l'affaire de Montigny » qu'il évoque eut une ampleur nationale, qui dépassa largement les dimensions du Val d'Oise.

Pierre Blotin, ancien animateur de « l'école des cadres » du PCF, était aussi depuis 1979 membre du Comité central du Parti, et le déclenchement de « l'affaire » en 1981 se fit en liaison entre certains dirigeants nationaux place Fabien, et une partie de la direction fédérale en Val d'Oise. Le climat politique était envenimé par la proximité de l'élection présidentielle, où François Mitterrand allait porter les couleurs du PS. A l'issue de vagues hésitations mal comprises par ses électeurs, la direction du PCF avait décidé de ne pas renouveler les erreurs de 1965 et 74, où elle s'était effacée devant le candidat unique de la gauche.

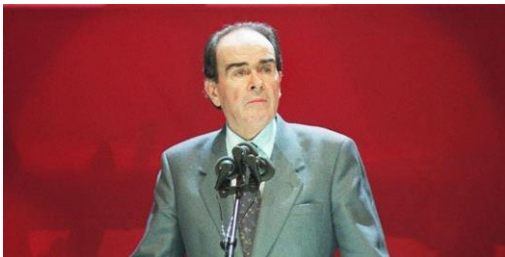
Georges Marchais avait annoncé sa présence pour le PCF. Et nous étions bien obligés de constater que les médias télévisés, déjà, organisaient soigneusement le silence autour de sa candidature. Un meeting de Marchais était prévu à Montigny, dont Robert Hue était le maire, et de fins stratèges à Fabien et à Argenteuil eurent l'idée lumineuse d'une campagne-choc sur les dangers du trafic de drogue pour, enfin, « crever le mur du silence ». Une première conférence de presse eut lieu, avec l'essentiel des élus PCF du secteur, pour affirmer l'opposition des communistes à cette gangrène en train de se répandre dans la jeunesse des quartiers populaires.

Cette affirmation de principes n'eut aucun écho, et fut à peine commentée par la presse locale. Les « fins stratèges » passèrent alors à une action susceptible d'être un scoop, comme les adorent les médias. Il s'agissait de monter une manifestation des militants au pied d'un immeuble de Montigny habité par un dealer connu, et d'origine marocaine. Je fus convié à la réunion dans le bureau du maire, où fut décidé ce haut fait, par moins de dix personnes : « on » me jugeait alors suffisamment fidèle pour cela. Naïvement, je demandai si l'on ne risquait pas, le dénoncé étant un Maghrébin, d'apparaître comme racistes et anti-immigrés.

Je n'eus droit qu'à un silence embarrassé en forme d'aveu, et ne fus plus dès lors invité à ces rencontres intimes. La manifestation, à grand renfort de tracts dénonciateurs, eut lieu en mon absence, et celle d'autres

militants du secteur. L'un d'eux eut le courage de raconter sa version de « l'affaire » à *Libération*.

Tous les médias nationaux, journaux et télévisions étaient là, et le résultat dépassa de loin l'objectif des organisateurs. On ne parla plus pendant plusieurs semaines que de « l'affaire », révélatrice du racisme du PCF, et de son candidat Marchais. Le meeting électoral eut lieu, avec de nombreux électeurs, sincèrement désireux d'affirmer la présence communiste au sein de la gauche, mais aussi d'une véritable meute médiatique à l'affût de dérapages xénophobes à dénoncer.



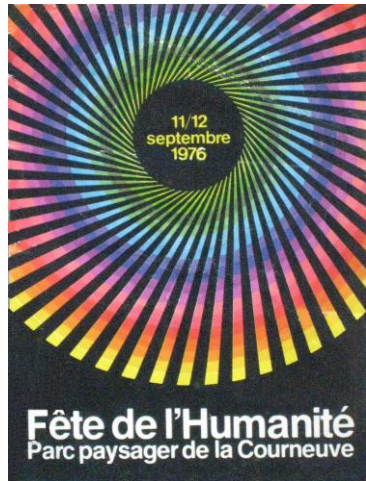
En mai 1981, Marchais eut 15,6% des voix au premier tour des présidentielles, ce qui

était somme toute honorable, et le PCF se rallia sans la moindre nuance à François Mitterrand, qui avait pourtant affirmé son désir de détruire son influence. Il alla même jusqu'à envoyer son représentant crier sa joie de l'élection de la «gauche unie», place de la République à Paris.

5. La descente aux enfers

Cette évolution délétère du PCF par le biais du carriérisme et du bureaucratisme s'est doublée d'une dérive idéologique vers l'opportunisme et l'électoralisme. A tous les niveaux, les deux dérives se nourrissent l'une de l'autre, le goût du pouvoir, si réduit qu'il soit, empoisonne les convictions.

Je l'ai vécu en tant que militant actif, avant même d'en comprendre les mécanismes pernicioseux. Il me suffit de raviver quelques souvenirs pour le dire aujourd'hui.



Le premier se situe à la fête de « *l'Humanité* », vers 1976, alors que régnait encore

l'euphorie du Programme commun de la gauche, cet accord programmatique qui avait justifié l'absence de tout candidat communiste aux présidentielles, au profit dès le premier tour du candidat unique de la gauche, François Mitterrand. J'étais présent devant le stand du PCF val d'oisien, et ma tâche de militant était de « faire des adhésions » dans le public nombreux qui passait dans la rue.

Comme je faisais part de mon inaptitude à convaincre au hasard des badauds venus surtout pour les merguez de cette grande fête populaire, le secrétaire fédéral, membre du Comité central depuis 1979, me donna ce conseil, émanant semble-t-il, de la direction nationale : « *Tu arrêtes les gens dans la rue, et tu leur dis : Vous êtes pour le programme commun ? Oui ? Dans ce cas votre place est au parti communiste français !* ».

Faut-il rappeler que cet amalgame des objectifs « de la gauche » occultait celui annoncé clairement par François Mitterrand de réduire de quelques millions de Français les électeurs du PCF ? L'avenir prouva d'ailleurs qu'il y était parvenu, puisque Georges Marchais, à nouveau candidat en 1981, atteignit péniblement 15% des voix, quand Jacques Duclos avait dépassé 21% en 1969.

On glissait trop souvent du compromis nécessaire à l'allégeance politique, à la compromission pour des raisons électorales. Cela me chagrinait dès 1981, et je n'étais certes pas, au sein du Parti, seul à le penser et le dire, sans résultats.

Jusqu'à ce jour, entre les deux tours des présidentielles, à Argenteuil, où le Comité fédéral réuni, une centaine de militants rassemblés, me donna l'occasion de l'exprimer avec mesure. La séance avait démarré par un discours euphorique de Pierre Blotin, analysant avec gourmandise les résultats val d'oisiens et nationaux des candidats cumulés

de la gauche, et prédisant en cas de victoire de Mitterrand, une ère nouvelle pour la France, « *l'étape décisive vers le socialisme* », si nous y mettions l'énergie nécessaire.

Je suis alors intervenu, cassant un peu l'ambiance euphorique, en faisant remarquer que comme le candidat Mitterrand réunissait pour le second tour des ralliements extrêmement divers, jusqu'aux tenants de l'ancienne OAS, on ne devait guère espérer que son élection soit la première marche annoncée d'une société libérée du capitalisme. L'avenir devait me prouver peu après que je n'avais pas tort...

Mais ce jour-là, cela me valut une algarade virulente, devant le Comité fédéral assemblé, du dirigeant national André Vieuguet, venu comme on disait, pour « suivre nos travaux ». Cet ancien instituteur qui avait depuis longtemps quitté sa classe pour les bureaux de la place Fabien, asséna contre mon propos un discours tellement incendiaire sur : « *ces intellectuels qui ergotent à chaque fois que le Parti a besoin d'eux* », que quelques élus d'Argenteuil qui me pratiquaient protestèrent. Néanmoins, la messe était dite, la réunion s'acheva dans l'approbation des tâches militantes...et au congrès suivant, je ne fus pas réélu au Comité fédéral. Ce qui n'était pour moi qu'une fêlure s'élargit alors en fracture béante. Je vécus les années suivantes en voyant, chaque année un peu plus, grandir cette douleur, ce désenchantement de militants réduits à l'impuissance, en constatant que les pratiques du parti s'éloignaient chaque jour un peu plus de leur idéal.



Elles s'alignaient trop souvent sur un pouvoir socialiste rallié très vite aux

volontés du capital. Une souffrance dis-je, parce que comme bien d'autres adhérents, je restai membre du parti jusqu'en 2000, en tentant de me raccrocher à ce qui me paraissait fort acceptable encore, l'action internationale du PCF, au côté notamment des mouvements contre l'apartheid sud-africain.

Mais je devais bien constater que, progressivement, de nombreux militants s'éloignaient, se calfeutraient dans le silence : le nombre d'adhérents du PCF en Val d'Oise, qui avait frôlé les 10 000 avant 1981, se

réduisit de plusieurs milliers avant la fin du siècle (il n'est plus en 2017 estimé qu'à un quart).

Le PCF s'enfonçait chaque année un peu plus dans le ralliement absurde à des « plans de rigueur », parce qu'il fallait bien assurer la réélection des députés, conseillers généraux et maires, grâce au report des voix socialistes. Le début de cette reculade opportuniste se déploya dès 1981, quand quelques ministres PCF furent choisis par Mitterrand pour entrer au gouvernement, avec d'ailleurs une once de condescendance méprisante.

J'ai souvenir d'une délégation d'élus du PCF du Val d'Oise auprès du ministre des transports Fiterman. Son attaché de cabinet, le fils du chef FTP Rol-Tanguy, nous dit en aparté qu'il n'avait depuis six mois touché aucun salaire : celui-ci dépendait d'une décision bloquée par le ministre socialiste des finances. Mais bien sûr, on ne disait pas ces choses-là aux militants de base. Au contraire, nous recevions de la direction fédérale l'injonction claire à propos de grèves locales : « ***Il faut calmer le jeu... Nous sommes au gouvernement*** ». Évidemment, l'érosion de l'influence communiste se poursuit à chaque élection : en 1988, le candidat PCF Lajoinie n'atteint pas 7%...

Durant la décennie suivante, aggravée par le coup de tonnerre de la mort de l'URSS, le PCF a continué à rouler de plus en plus vite sur la pente : l'assèchement des forces militantes, notamment dans les entreprises, la disparition progressive de l'affichage et du tractage bénévoles, la mort des journaux, revues et éditions du PCF, tout cela vint parallèlement à l'abandon ou l'édulcoration des objectifs de lutte politique et sociale.

Le PCF était depuis l'après-guerre opposé à la dissolution de la France, dans une Union européenne supranationale ; celui de fin de vingtième siècle se proclama pro-européen, mais pour une « autre Europe ». Sa participation à des gouvernements assumant la régression sociale, et son partenariat avec le PS à chaque élection, lui enlevèrent peu à peu sa crédibilité aux yeux de son électorat ouvrier, d'où l'érosion électorale, voire l'effondrement en certains lieux, dépeuplés de leur tissu industriel d'antan.

Tout cela, parallèlement à l'hémorragie militante : en 1978, il revendique 760 000 adhérents (?), en reconnaît 380 000 en 1984, et 200 000 en 1998. Ces adhérents ont par ailleurs vieilli : en 1979, 24% ont moins de trente ans, et seulement 10% en 1997. Plus significatif encore,

46% de ces adhérents PCF sont ouvriers en 1979, et seulement 31% en 1997 (B.Pudal, *Un monde défait*, éd. Le Croquant, 2009).

Les murs de France disent durant cette période la baisse de l'acte militant : l'affichage bénévole devient peu à peu aussi rare qu'il l'était dans l'Espagne franquiste, à l'inverse des années 60. Les résultats électoraux montrent aussi crument la perte d'influence en milieux populaires : le candidat PCF Marchais obtenait encore plus de 15% des suffrages exprimés en 1981, André Lajoinie tombe à 6,78% en 1988, et inaugure les scores à un chiffre du PCF, au tournant du 21^{ème} siècle.

Parallèlement à cette spirale du déclin, les compères Blotin et Robert Hue ont poursuivi leur ascension vers les sommets du PCF. Le premier accède au Bureau politique en 1985, avant le Secrétariat en 1991. Son fidèle suivant est membre du Comité central en 1987, grimpe au Bureau politique, saint des saints d'un PCF en crise, en 1990. Et au congrès suivant, 1994, c'est le héros fatigué, Georges Marchais, au grand étonnement de beaucoup, qui lègue un parti en pleine crise existentielle à cet inconnu du peuple militant qu'était Robert Hue.

Le nouveau secrétaire général a pu apparaître un moment comme une façon de normaliser l'image dégradée, par la télévision, du PCF. A la brutalité d'un Marchais aux foudres un peu carnassières, succédait un visage poupin et bon enfant que les caricaturistes présenteront très vite en nain de jardin.

Cette vision superficielle, à l'usage des adhérents déboussolés par les zigzags des choix politiques de la direction du PCF depuis 1981, sera très vite démentie. Les initiés informés de ce qui se passait réellement place Fabien, surent très vite qu'il fallait s'attendre à un remaniement profond, décidé par la nouvelle équipe dirigeante. Robert Hue et son mentor Blotin, qu'on savait son « père Joseph » (aucune allusion à Staline, mais au confesseur-conseiller du cardinal de Richelieu), tous deux admiratifs d'un Gorbatchev qui était en train de signer la mort de l'URSS et du Parti soviétique.

ROBERT HUE



Communisme: La Mutation

Stock

Ce fut théorisé par la parution, dès 1995, du livre-programme : « Communisme, la mutation », signé de Robert

Hue. Il s'agissait, officiellement, de rompre avec le modèle soviétique en usage depuis 1920, de s'adapter à un monde nouveau, etc. En réalité, et peu d'observateurs le perçurent, l'accès au secrétariat de Robert Hue, dirigeant jusque - là de l'Association des Elus Communistes, signifiait la prise en main du PCF aux échelons nationaux et locaux par une catégorie sociale précise, ceux qui, élus ou permanents rétribués, devaient leur carrière à la direction du PCF et au suffrage universel.

Ces «quadras» communistes, dont certains d'origine ouvrière, étaient devenus des professionnels du Parti dès leur jeunesse, et savaient être dépendants des élections, nationales, régionales ou municipales. A chaque scrutin, il fallait assurer la réélection, quitte pour obtenir les suffrages « de gauche » à mettre beaucoup d'eau dans son vin. Curieusement, cette analyse de classe des « mutations » internes au PCF fut peu répandue, alors qu'elle était l'explication courante des évolutions de la société en général, au sein de l'intelligentsia communiste.

Concrètement, la « mutation » transforma les tendances opportunistes antérieures en maelström. En quelques années, de 1994 à 2003, le PCF fut déstabilisé par une vague destructrice :

-la destruction délibérée des cellules d'entreprises et de quartiers qui assuraient depuis 1920 les liens charnels des militants avec les milieux populaires et la classe ouvrière, au profit de « réseaux » plus vastes, essentiellement à usage électoral ;

-la destruction des « écoles du parti », système interne de formation, qui fournissait aux militants une éducation marxiste sommaire mais efficace ;

-la destruction rapide de la « Section de Politique Extérieure » qui, auprès du Comité central, avait joué durant des décennies, un rôle majeur de soutien solidaire aux militants d'autres pays, notamment ceux de l'Afrique colonisée, de l'Espagne franquiste, ou du Chili de Pinochet.

Tout cela au détriment du caractère subversif du PCF acheva de briser les liens avec une grande partie des militants, qui ne s'accrochaient plus à l'organisation que par fidélité à un rêve détruit, et à la culture ouvrière antérieure. En 1995, l'avenant secrétaire général récoltait plus de 8% des suffrages aux présidentielles. En 2002, après quelques années de « mutation » accélérée, il n'avait plus que 3,37% !

L'expérience mutante s'achevait en catastrophe, chacune des élections successives prouvait l'érosion, y compris dans les municipalités ouvrières, longtemps préservées par le dévouement des élus locaux.

Robert Hue, sa mission « rénovatrice » accomplie, se reconvertit en notable local. Il quitta un secrétariat national du PCF pour une présidence éphémère jusqu'en 2003, après s'être fait élire député du Val d'Oise en 1997 dans l'ancienne circonscription de Gabriel Péri. Pendant ce temps, son mentor, Blotin, tentait, lui, de conquérir, sans succès, le Conseil régional du Languedoc-Roussillon, région dont son épouse retraitée était originaire. Dans les deux cas, l'effondrement de l'influence communiste donnait peu de chance de réussite. Le Languedoc se révéla peu propice aux parachutages, et Robert Hue fut battu à Argenteuil en 2002, ce qui l'amena à viser une carrière plus stable.

Élu sénateur du Val d'Oise en 2004 au nom du PCF, et continuera de l'être en 2011 par la grâce des partis socialiste et communiste réunis. Il est vrai que Marie-George Buffet qui lui avait succédé au secrétariat du PCF, n'avait réuni en 2007 que moins de 2% des suffrages exprimés aux élections présidentielles.

Robert Hue, lui, a rompu entre temps avec un Parti communiste laissé moribond, et il a formé un « Mouvement des progressistes », dont l'audience ne s'étend guère au-delà de la ville dont il fut maire jusqu'en 2009, Montigny les Cormeilles. Malgré son allégeance à toutes les décisions du président Hollande, il ne réalisera pas son rêve de fin de carrière, le fauteuil ministériel.

D'où, en 2017, son ralliement au candidat Macron, qui ne fut pas ravi de voir débarquer sur ses photos de début de campagne, l'ancien secrétaire national du PCF.

Une fin de parcours qui s'annonce douloureuse pour l'intéressé, dont le mandat de sénateur vient bientôt à expiration, et son poulain, maire de Montigny après lui, et député, accroché depuis quelques années à un PS en perdition.

L'histoire n'aime pas les transfuges et leur réserve un sort cruel, le mépris et l'oubli.

6. " IL N'Y A PAS DE SAUVEUR SUPRÊME, NI DIEU, NI CÉSAR, NI TRIBUN." (Eugène Pottier, *l'Internationale*, 1871)

2017 a vécu un véritable bouleversement politique, par le biais des élections présidentielles et législatives : la mort annoncée des partis politiques français en fut le symptôme essentiel, qui toucha à la fois les Partis socialiste, écologiste, Républicain, et PCF, au profit de nouveaux mouvements plus personnalisés et souvent fabriqués par les médias.

Mélenchon, seul candidat crédible de la "Gauche radicale", a drainé avec son mouvement dit de "France Insoumise", notamment grâce à internet, près d'un cinquième des électeurs. Ces techniques nouvelles d'information, et ses qualités oratoires, lui ont permis de s'ébrouer comme un poisson dans l'eau dans un scrutin d'inspiration monarchiste, inventé en 1958 par Michel Debré et Charles de Gaulle, et personnalisé à outrance depuis par l'inflation médiatique.

Son bagout de tribun, qui s'affirme rétif aux disciplines collectives des partis organisés, plaît bien aux jeunes gens individualistes, qui pratiquent plus l'addiction aux "réseaux sociaux" que la culture ouvrière de leurs grands-parents. Reprenant à son compte un discours subversif trop souvent édulcoré par le PCF "muté", notamment contre l'OTAN, contre l'UE, et les "élites", il dépasse en 2017 de 7% son score de 2012. Dans le Val d'Oise, il frôle 24% des suffrages exprimés, avec plus de 130.000 voix. Il dépasse le tiers des exprimés à Argenteuil, l'une des rares villes de banlieue parisienne qui dépasse 100 000 habitants, et fut au XXème siècle un fief prolétarien et communiste, mais ne l'est plus guère au XXIème.



Et il retrouve les scores atteints par le PCF il y a quarante ans dans le semis continu de cités banlieusardes dont Claude Weber fut alors député : 18% des voix à Cormeilles, 22 à Franconville, 20 à Herblay, 22 à Taverny, et

même 30 à Montigny dont Robert Hue fut maire PCF. Certains amis se laissèrent alors glisser à l'euphorie, croyant y déceler une renaissance vigoureuse de l'anticapitalisme : c'était oublier un peu vite que Mélenchon, tirant habilement profit de l'implosion des partis socialiste, écologiste et communiste, avait rassemblé sur son nom des votes issus de ces trois électors, désabusés et disparates.

L'élection à la Présidence de Macron le 21 mai, le fringant poulain ultra libéral du CAC 40, de Hollande et des médias, coalisés pour réduire la France à une " grande coalition " gauche-droite, sur le modèle allemand, ne pouvait faire de doute : près de 21 millions d'électeurs en sa faveur, plus de 66% des suffrages exprimés nationalement, et 72% en Val d'Oise !

Dont évidemment, grâce à un second tour réduit à deux protagonistes, une bonne partie n'avait voulu qu'éviter l'extrême droite.

Quoiqu'il en soit, la France était vouée par son nouveau monarque à la régression sociale annoncée et à la contre-révolution culturelle « moderniste », présentée comme irréversible par les médias.

8 français sur 10 n'ont pas voté pour Macron !

Le pire était donc à venir : le 11 juin, le premier tour des élections législatives fut considéré par la grande majorité des Français comme le troisième des Présidentielles : **51% d'abstentions**, pour la première fois depuis l'instauration du suffrage universel au XIX^{ème} siècle. Et parmi les abstentionnistes, de nombreux électeurs des milieux modestes, fatigués d'une année de palinodies électorales, et persuadés comme le leur répétait la télé qu'il ne servait à rien d'aller voter, les jeux étant déjà faits en faveur de Macron.

Avec 32,3% des voix, les petits soldats investis par le Président, arrivaient en tête presque partout, ce qui a permis aux médias d'asséner à longueur d'antenne leur message : la vague déferlante Macron est arrivée ! La déferlante, au demeurant, était bien modeste, Mais il est vrai que par la vertu du scrutin majoritaire, et grâce à l'effondrement des partis concurrents, les tenants de Macron seront pratiquement présents partout au second tour en France, et en mesure d'être élus !

Rongés par l'abstention de leurs fidèles, la Droite "Républicaine" n'a pas atteint 10,5% des inscrits, le PS, avec l'aide du PRG et des Écologistes, a dégringolé à 6,58%, et le FN a 6,43 !

La dérouillée était encore plus brutale pour tous les candidats de la " Gauche radicale " : dans le carcan d'un mode de scrutin ultra-majoritaire, qui imposait d'obtenir au premier tour au moins 12,5% des inscrits, soit environ 25% des exprimés pour être du second, quand il y a un tel nombre d'abstentions : une barre quasi infranchissable, alors que le nombre de candidats dans chaque circonscription dépassait souvent la quinzaine. Dans ces conditions, l'arithmétique électorale semblait obliger les diverses forces politiques qui s'étaient rassemblées sur le nom de Jean Luc Mélenchon à se répartir les circonscriptions, à ne pas se présenter en concurrents, pour se donner quelques chances d'envoyer des opposants anticapitalistes à l'Assemblée.

Un accord national sur ce point fut impossible entre PCF et " insoumis ", notamment parce que Mélenchon, rêvant d'absorber dans son nouveau parti et PS et PC en lambeaux, refusa toute candidature non revêtue de son parrainage. Il n'y eut donc que quelques exceptions unitaires, et presque toutes les circonscriptions virent s'opposer candidats communistes affirmés et de France Insoumise, suscitant plus encore l'abstention. Sur le plan national, les candidats FI tombèrent à 11,18% et ceux du PCF a 2,89% des exprimés !

Dans le Val d'Oise, le bouleversement était pire encore : alors que l'abstention y dépassait largement les chiffres nationaux (54% dans la zone encore ouvrière d'Argenteuil-Bezons !), les Macroniens arrivaient partout en tête du premier tour, devant les députés sortants de l'UMP ou Socialiste. C'était le cas dans la cinquième circonscription (Argenteuil et Bezons), où le député sortant du PS Doucet ne retrouvait que 16,95% des votants, et son challenger En Marche 29,25%. Alors que le candidat Mélenchon avait réuni plus du tiers des votants aux présidentielles, le

candidat FI ne retrouvait que 13,74%, et Lesparre, le maire PCF de Bezons, 7,95 seulement !

Dans la troisième circonscription voisine (Taverny, Cormeilles, Montigny, etc) qui fut celle de Claude Weber autrefois, avec près de 53% d'abstentions, l'inconnue Cécile Rilhac intronisée par Macron, rassemblait plus de 40% des votants : un score étonnant si l'on oublie qu'elle a été adoubee par le député sortant, maire de Montigny et fidèle de Robert Hue, toujours dévoué au nouveau Président. Le MDP de Robert Hue a obtenu du nouveau Président l'élection de deux députés de sa chapelle, un certain Jadot à Toulouse et madame Rilhac à Montigny les Cormeilles-Taverny, qui n'a pas jugé prudent d'annoncer cette appartenance à ses électeurs...Elle écrasait la Droite UMP qui n'avait que 16,73%, et distançait encore plus les candidats dispersés de la gauche : alors que Mélenchon avait réuni 21,18%, son poulain de FI tombait à 11,32, et celui du PS à 4,75. Quant au candidat du PCF, il devait se contenter de 2,26%, soit moins que la moyenne nationale! !

Un chiffre qui a de quoi assommer les militants obstinés et courageux confrontés à l'agonie d'un parti qui fut une de leurs raisons de vivre. D'autant que le représentant des Mélenchoniens dans le Val d'Oise, qui ont refusé toute entente avec le PCF avant le premier tour préférant jouer sa disparition du paysage politique, se nommait Francis Parny. Les communistes un peu anciens l'ont bien connu, quand il était en 1980 un fringant "étudiant", promu en professionnel du PCF, au retour de sa période d'études " marxistes" en URSS. Il a fait ensuite une longue carrière d'élus régional communiste en Ile de France, avant de quitter un navire qui ne lui paraissait pas reconnaître ses mérites. Le voici donc en mai 2017 en fossoyeur d'un PCF en fin de vie. Le coup de pied de l'âne, en quelque sorte !... (Parisien Val d'Oise 10/5/2017).

En même temps que Jean Luc Mélenchon, furieux de n'être pas obéi, adressait par tweet le 4 mai aux Communistes le courrier suivant, digne des temps de Guerre Froide : " **Vous êtes la mort et le néant** » ! (Canard Enchaîné, 17/5/2017). Quels que soient les errements du PCF, les milliers de militants dévoués qui s'y reconnaissent ne méritent pas cette insulte. On s'explique mieux à l'entendre que l'Internationale soit prohibée de ses meetings. Le refrain subversif : " Il n'y a pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni Tribun ", est toujours d'actualité...



Le second tour des Législatives n'a surpris personne, tant son résultat était claironné par les télévisions depuis des mois : majorité absolue à l'Assemblée pour les

Macroniens, même si les 308 élus qui la composent sont un peu moins que les 450 annoncés dès le 7 juin. Cette « déferlante » est d'ailleurs très loin d'en être une, elle résulte uniquement du scrutin majoritaire et de l'abstention massive (57%), jusqu'à 70% en milieu ouvrier. Quinze pour cent des électeurs potentiels français représentés à l'Assemblée Nationale par les trois quarts des députés, la démonstration confirmée du caractère monarchique du régime politique...

Dans le Val d'Oise, mêmes tendances alourdies : l'abstention y dépasse partout 60%, sauf à Cergy, mais atteint et dépasse 65 et 68% dans les zones les plus ouvrières d'Argenteuil et de Garges-Sarcelles. Ce qui permet aux candidats investis ou soutenus par Macron de devenir les «représentants» de toutes les 9 circonscriptions du département ! Dans celle de Taverny- Cormeilles, la Macronienne est élue avec 18 464 voix, sur près de 91 600 inscrits, soit moins de 20% ! Mais il est vrai que la gauche avait disparu dès le 7 juin !

Dans le rectangle Argenteuil, Sannois, Cormeilles, Montigny, Franconville, Taverny, le PCF avait en 1979 deux députés, quatre élus départementaux et trois maires : il n'en a plus aucun à ce jour, et le candidat Communiste n'obtint le 7 juin dans la ville de Taverny (plus de 20 000 habitants) que 57 suffrages...

Signe des temps : du très bourgeois Seizième arrondissement de Paris où il vit aujourd'hui, Robert Hue a annoncé mettre fin à sa carrière politique. Ainsi va la vie, quand ceux auxquels vous avez successivement offert vos services n'ont vraiment plus besoin de vous...

Il existe un risque réel de disparition du PCF à l'issue de son siècle d'existence. Seul l'avenir dira s'il peut se régénérer en se ressourçant dans ses idéaux d'origine.

7. Mort des idéologies ?

La cause est entendue : 2017 semble bien avoir tourné une page d'histoire de France. Les partis structurés qui furent l'ossature des troisième, quatrième et cinquième Républiques, sont morts ou sur le point de l'être. Ils ont d'abord souffert de la disparition physique des géants qui les avaient faits grands, Charles De Gaulle pour la droite nationaliste d'après-guerre, Léon Blum pour la social-démocratie française, Maurice Thorez pour la Parti Communiste Français.

Ils ont ensuite subi de plein fouet les mutations du capitalisme en fin de siècle, la conversion de la bourgeoisie française qui a abandonné peu à peu le nationalisme gaulliste, la dérive libérale qui a transformé le parti socialiste français en machine à remonter le temps vers la régression sociale, l'effondrement du « socialisme réel » qui a fait du Parti Communiste Français un navigateur sans boussole.

Mais ils ont surtout payé d'un discrédit total auprès de ceux qui s'en croyaient représentés, leur trahison d'un message initial qui entraîna des foules : la droite UMP-républicains est tombée de Giscard en Sarkozy-Fillon ; les héritiers du Commandeur de France, drapé dans son orgueil hexagonal, ne sont plus que les roquets dévoués du grand frère yankee ; ceux qui ont succédé aux tribuns du Front Populaire ont réussi avec Guy Mollet à traîner dans la boue et le sang leur rêve colonial détruit par les peuples d'Asie et d'Afrique, à défaire avec Mitterrand les espoirs de « changer la vie » de 1981, et faire s'effondrer, avec Hollande une « vieille maison » dévoilée, caverne de voleurs et menteurs aux yeux de ceux qui y croyaient encore ; quant au Parti Communiste Français, de Robert Hue en mutations diverses, il a désespéré une classe ouvrière dont il incarna autrefois la culture et l'aspiration au bonheur.



- Les « experts » autoproclamés et les humoristes divers qui peuplent nos télévisions privées et d'État, ne cessent de nous l'inculquer :

les politiciens de France ont perdu tout crédit parce qu'ils sont tous corrompus et avides d'argent public, autant que le furent Stavisky et Fillon. Ce refrain « tous pourris » est une indignité qui, en 1930 et aujourd'hui, fabrique une abstention massive, et profite à l'extrême droite « bleu marine ». Elle n'est qu'exagération malhonnête et démagogique : il n'existe pas plus et pas moins d'enrichissement personnel parmi les élus de droite ou de gauche qu'il y en a parmi les policiers, les artistes ou les prêtres.

La corruption est très rarement addiction malade à l'argent, elle est plus une aspiration à acquérir plus de pouvoir sur les autres, cette « *libido dominandi* » inhérente à chaque individu, que dénonçait déjà l'un des pères antiques du catholicisme, Augustin, évêque d'Hippone en Afrique du Nord. La majorité des élus municipaux des presque 30 000 communes de France sont appréciés du public qu'ils servent quotidiennement avec un altruisme évident. Il suffit de quelque attention, et d'un minimum de bonne foi, pour constater que le désamour des citoyens français pour leurs « élites » politiques, a une seule cause : le mépris de ceux qu'ils ont élus pour le mandat qui leur a été confié par les électeurs.

Mépris d'ailleurs inscrit dans toutes les constitutions françaises depuis 1790 : à l'exception de celles inappliquées de 1793 et de la Commune de Paris de 1871, elles disent toutes que « **le mandat électif n'est pas obligatoire** »...

- Autre manipulation sémantique en usage constant depuis le début de ce siècle réactionnaire : avec la mort annoncée des partis au profit de mouvements plus informels et d'autant plus livrés à la volonté de tribuns mégalomanes qu'ils refusent l'organisation démocratique et collective, on nous assène volontiers la mort des idéologies, affirmées croyances mythiques, ces utopies qui firent les révolutions, ces convulsions jugées par nos gourous du capital inutiles et néfastes, et de la lutte des classes qui leur était sous-jacente.

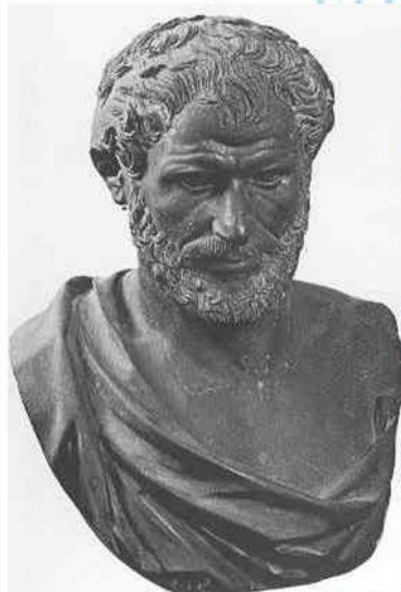
Sauf que certains de ces maîtres des sociétés transnationales qui nous gouvernent ont aussi leurs moments de faiblesse égotistes. Ils se laissent parfois aller à nous faire part de leur credo : non seulement ils croient aux classes sociales en lutte, cette « invention » du vieux barbu de Trêves et quelques autres, mais ils font tout pour remporter cette guerre dont ils pensent avoir déjà gagné les premières batailles.

Ainsi, Marc Zuckerberg, le multimilliardaire étatsunien, PDG fondateur de la transnationale Facebook, dont quelques millions de petits Français contribuent à gonfler les profits et les dividendes : posant en moraliste du vingt et unième siècle, il a eu droit à une page entière du « Monde », ce quotidien fétiche de la bourgeoisie française de gauche. Évidemment, il se félicite du monde dans lequel nous vivons : on le comprend, il va effectivement au mieux pour lui et ses actionnaires ! Certes, il reconnaît quelques imperfections au système, mais notre philanthrope se dit prêt à les soulager en y consacrant une part de ses bénéfices, comme autrefois l'épouse du Seigneur faisait la charité en sortant de la messe. A condition bien sûr que les pauvres en souffrance se conduisent bien, et acceptent leur sort avec sérénité.

Il l'exprime ainsi : *« c'est le combat de notre époque : les forces de la liberté, de l'ouverture d'esprit et de la collaboration internationale contre les forces de l'autoritarisme, de l'isolationnisme et du nationalisme. Les forces du flux d'information, de l'échange et de l'immigration, contre ceux qui leur font obstacle...AUJOURD'HUI, nous sommes tous entrepreneurs, que nous lancions des projets, ou trouvions notre rôle. C'est formidable...La génération Y est déjà l'une des générations les plus charitables de l'histoire »*

Pas de révolte, et surtout pas de ces maux absolus inventés par de dangereux criminels : les classes sociales antagonistes, l'exploitation des unes par les autres, et la lutte des classes qui en découle. Point de possesseurs de capitaux et des moyens de production, encore moins de prolétaires à leur service, et qui nourrissent leurs profits. Son idéologie « libérale », que partagent à Paris Macron et ses consorts, et leurs féroces opposants Sarkozy et Le Pen, est donc d'une grande clarté : elle exprime leur attachement, multiforme et « multipartis », au capitalisme comme forme d'organisation de la société. Le fait qu'ils ne le disent pas est pure et simple hypocrisie.

CONCEPTIONS PHILOSOPHIQUES DE L'ÊTRE HUMAIN



ARISTOTE

(384-322 av. J.-C.)

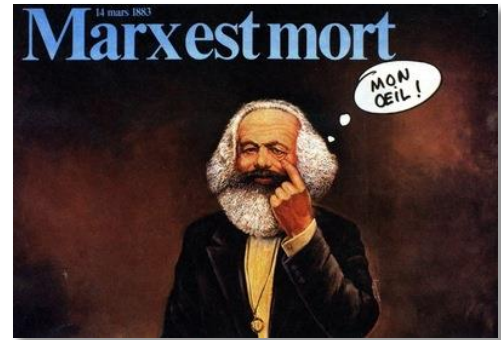
L'homme, animal rationnel
Animal qui parle
L'homme, animal politique

- Car l'homme n'est pas un animal comme les autres. Tout être humain, fut-il le plus dégénéré, porte en lui une idéologie, rationnelle ou irrationnelle, réfléchie ou inconsciente, un ensemble d'idées plus ou moins cohérentes, qui déterminent ses comportements autant que ses instincts primaires, sexuels, ou d'attachement à la vie. Certaines idéologies sont religieuses, quand elles incluent la croyance en des réalités immatérielles, dieux ou esprits surnaturels.

D'autres expriment un projet de révolution, transformer la société vers plus d'égalité entre les hommes et entre les peuples : ainsi l'idéologie communiste, qui projette de le faire en supprimant l'exploitation, grâce à la propriété collective des richesses et des moyens de production. Les idéologies les plus courantes ont souvent

été formalisées, organisées en un corpus logique par des penseurs, des prophètes, qui ont légué leur nom et leur pensée à leurs adeptes : c'est ainsi qu'on définit le christianisme, le bouddhisme, et que l'idéal communiste élaboré au XIXème siècle, a souvent pris le nom de marxisme, du nom de l'auteur

en 1848, du « Manifeste du Parti Communiste ».



- Au XXème siècle, les idéologies politiques ont souvent été incarnées par des partis, qui ont contribué à organiser les successives Républiques françaises. Cette période historique s'achèverait-elle aujourd'hui ?

Peu importe, finalement. Les partis français peuvent se transformer, voire disparaître... Cela n'entraîne nullement la disparition des idéologies qu'ils ont, un moment, exprimées. **Les partis gaullistes, l'UMP, le PS peuvent mourir, les idéologies nationalistes, libérales et réformistes qu'ils ont incarnées sous des formes diverses et successives sont toujours là, et se réincarneront en d'autres organisations. Le PCF peut mourir lui aussi avant d'avoir cent ans, l'idéologie communiste ou marxiste persistera, parce qu'elle est la résultante de la société actuelle, divisée en classes antagonistes, la bourgeoisie capitaliste et le prolétariat dont elle tire ses profits.**

Inutile pour le démontrer de convoquer l'autorité de Marx et de ses exégètes. Le grand dictionnaire Quillet, édition de 1956, ne passe pas pour un brûlot gauchiste. Il fut longtemps considéré comme la référence sémantique ultime, par tous les Français désireux d'exprimer clairement leur pensée dans la langue de leur nation. Il définit ainsi les prolétaires : **« Ceux vivant exclusivement du fruit de leur travail, par opposition à la classe capitaliste ».**

Cette définition est toujours d'actualité, n'en déplaise à nos idéologues de salon et des petits écrans, qui glosent avec délectation sur la fin de la classe ouvrière française. Il est vrai que cette classe ouvrière française dont on disait autrefois que le PCF était le parti, a été laminée, déstabilisée, durant ces décennies dernières, par les délocalisations industrielles, la destruction des grandes entreprises, le chômage massif, qui nourrit la précarité des contrats de travail.



Mais affaiblie, elle reste essentielle dans les luttes anticapitalistes, comme celle du printemps 2016. Et surtout, les inégalités sociales n'ont fait que s'accroître en un siècle, entre quelques millions de Français qui profitent du capitalisme (possédants, financiers, actionnaires grands et petits, politiciens et « médiatiques » à leur service, etc.), et l'immense majorité de la nation qui ne vit que du fruit de son travail, ou aimerait pouvoir le faire : ce qui définit le prolétariat, au sens original du terme, malgré la poudre aux yeux distribuée en discours sur des « couches moyennes », une notion non scientifique et floue, qui ne sert qu'à cacher les clivages de classes antagonistes, en mêlant en même fourretout les exploités et ceux qui les exploitent.



- Car autant qu'en 1848, ce prolétariat n'a rien à perdre et tout à gagner au rêve communiste, à la propriété collective des moyens de

production. Est-ce à dire que cette échéance est proche, qu'elle va découler toute seule de cette réalité sociale ? La réalité du XXIème siècle nous montre au contraire l'inverse : dans le monde et en France, une contre révolution des esprits balaie nos sociétés, engendre là un Trump, plus loin des tueurs intégristes, et ici un Macron, et sa réaction

triomphante. A tel point que certains amis peuvent désespérer un temps d'un avenir meilleur, quand la

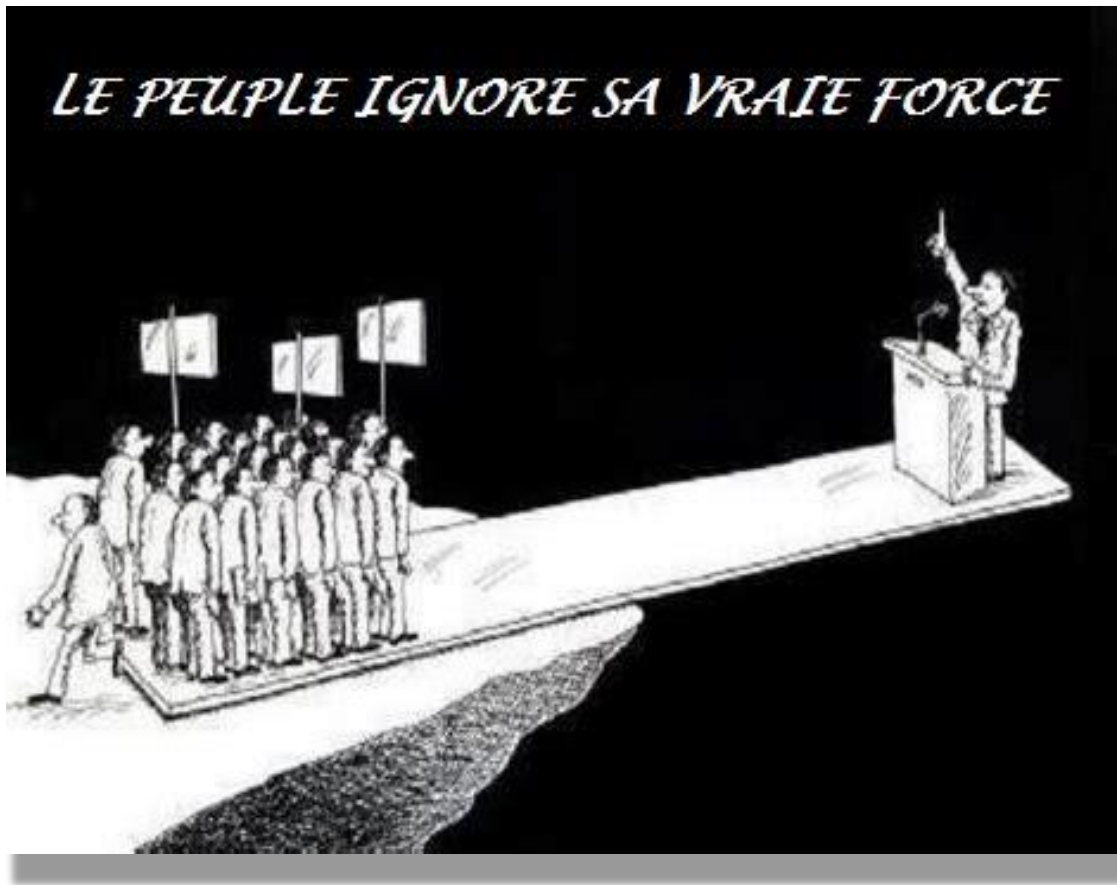
majorité des ouvriers d'aujourd'hui votent pour Le Pen ou Macron, ou s'abstiennent.

- Les raisons en sont simples pourtant, trop oubliées depuis longtemps. L'existence du prolétariat et de ses intérêts ne lui confère pas de ce fait, la conscience, et le désir de les défendre. Combien de prolétaires ont soutenu les intérêts du capital depuis qu'existe le suffrage universel ? Combien se laissent prendre à la démagogie raciste et xénophobe, qui leur fait croire que leurs maux proviennent de boucs émissaires, juifs à l'époque nazie et pétainiste, d'ascendance africaine ou musulmane aujourd'hui ?

Par ailleurs, le capitalisme a de nos jours un pouvoir de manipulation inégalé : dans le passé, jamais les médias n'ont eu comme actuellement la possibilité de faire croire à l'opinion n'importe quelle affirmation intéressée, durant quelques jours tout au moins, assez pour modeler le cours de l'histoire.

Après les morts inventés de Timisoara, qui permirent en 1990 la chute de Ceaucescu en Roumanie aux applaudissements de l'opinion mondiale, la fabrication en France en 2017 de l'élection de Macron et sa chambre introuvable, en sont des exemples parfaits. Le Britannique George Orwell, et l'Israélienne Hannah Arendt ont décrit admirablement ce mal politique du XXème siècle, **le totalitarisme, qui asservit le citoyen au service des pouvoirs économiques et politiques**. Mais ils se sont trompés de cible en en faisant un risque inhérent aux seuls nazismes, fascismes, et au communisme stalinien.

En fait, la forme la plus achevée du totalitarisme est en train de s'installer dans nos pays capitalistes qualifiés de « démocratiques » par nos dirigeants : chaque Français n'est plus citoyen que de nom, et de plus en plus enserré dans une toile d'araignée médiatique et numérique, dans laquelle l'individu-consommateur n'est qu'une cible, dont le moindre geste est connu, dont les opinions sont fabriquées, d'autant plus manipulé qu'on lui ressasse qu'il est libre, et a le privilège de votes épisodiques et trafiqués !



- Les élections les plus récentes en France montrent à quel point les réalités de classe ne signifient pas conscience de classe. La grande majorité des prolétaires de 2017 ont soutenu extrême droite ou droite et gauche libérale, ou se sont abstenus. Ces prolétaires ont certes intérêt à l'éradication du capitalisme qui assure leur soumission, mais il reste à les en convaincre, et on est loin du compte.

Même quand ils sont conscients de leurs difficultés, chômage et précarité croissants, ils n'en font pas la conséquence du capitalisme, et l'attribuent à la mauvaise gestion des politiques, voire à ces boucs émissaires que sont les porteurs de peau brune et autres sectateurs d'Allah. Or, l'histoire en a multiplié l'exemple : **aucune Révolution sociale durable n'a réussi à s'imposer sans être soutenue par la majorité de la population.** Ce fut le cas de la Révolution russe en 1917, qui engendra pour soixante-dix ans l'URSS, avant qu'elle ne s'effondre parce qu'elle avait perdu son crédit en Russie. A contrario, la Commune française en 1871 a fini écrasée dans le sang parce que l'insurrection des prolétaires parisiens était honnie par la majorité paysanne, y compris dans les villages d'Ile de France : les vigneron et maraîchers de Cormeilles et Taverny soutenaient Versailles et Monsieur Thiers...



Rassemblement de Communistes de France

- Ce passage de la réalité de classe à la conscience de classe prolétarienne ne peut se faire que grâce à l'action organisée des communistes, de militants regroupés, non pour s'emparer par un coup de main ou des élections

successives, d'un pouvoir qu'on ne garderait pas longtemps face à la violence des possédants, mais pour convaincre des responsabilités du capitalisme, et de la nécessité d'installer à sa place un ordre structuré par la propriété collective des moyens de production. Aucun progrès ne pourra survenir sans une organisation communiste et son rôle pédagogique essentiel, contre la manipulation organisée des esprits.

- Quelle que soit par ailleurs la forme revêtue par cette structure organisée des communistes, ses adhérents devront en décider démocratiquement, dans leur diversité. Il n'est pas sûr que la nostalgie des aspects passés du PCF, avec ses qualités et ses défauts nés d'une société qui n'est plus, soit la réponse la plus adaptée.

La diversité des groupes communistes qui, aujourd'hui, dénoncent l'opportunisme électoral et carriériste des dirigeants du PCF (opposants « de gauche » internes au PCF, PRCF, PCRF, Coordination communiste, Rouges vifs, Association Nationale des Communistes (ANC), etc.) laisse penser que leur unification nécessaire ne peut s'espérer autrement que dans une organisation pluraliste.

Ce pluralisme communiste, loin de l'exclusion sectaire des uns par les autres, n'est pas obligatoirement synonyme d'impuissance. L'existence de tendances au sein des militants russes en 1917 les a-t-il empêchés d'entamer la transformation révolutionnaire ? Elle est en tout cas nécessaire en ces temps de cendres, où se profile la disparition du vieux PCF, et où la dispersion stérile des groupuscules qui en sont issus les rend à peu près inaudibles : le contraire même du rôle pédagogique qui devrait être le leur.

L'idéologie communiste est toujours l'avenir du monde. Il nous reste à l'organiser, et à en convaincre.

Aux temps lointains de ma jeunesse militante, un groupuscule " gauchiste " s'était baptisé du beau nom de "**Socialisme ou Barbarie**". En 2017, quand se profile un risque accru de guerre nucléaire et de dérèglements climatiques, sociaux et démographiques, les Communistes doivent s'emparer de ce slogan, en faire le support de leur pédagogie plus nécessaire que jamais.

Certes, le mot Socialisme a perdu son attrait pour nos contemporains : Il a servi trop longtemps à déguiser les chantres de l'austérité, du chômage et de l'exploitation au sein de l'Union Européenne, à célébrer les vertus des bombardements de l'OTAN. D'autres, ailleurs, l'ont galvaudé et en ont fait un repoussoir.

Mais pour les Communistes, il reste l'horizon à réhabiliter d'une société d'égalité entre les hommes et les Nations, grâce à la propriété collective des grands moyens de production, de paix et de démocratie enfin, débarbouillée de ses caricatures actuelles.

Il nous reste à en convaincre notre peuple, en redonnant vigueur à une force communiste, qui n'existera qu'en se ressourçant dans ce qui est sa raison d'être, la lutte de classe pour le bonheur du plus grand nombre.

Francis Arzalier

SOURCES :

-Claude Weber. « *Au fil de ma vie, cahier de souvenirs et de réflexions* », brochure ronéotypée et dédiée, 1994.

-Interviews en annexe de la thèse « la Révolution Française en vallée de Montmorency, problématiques et héritages », Paris 1, 1991.

-Documents PCF Val d'Oise, déposés aux Archives départementales du Val d'Oise, série 24 J.

-Presse quotidienne et hebdomadaire, notamment Le Monde, le Parisien 95, le Canard Enchaîné, l'Humanité, Nice-Matin Corse, Monde Diplomatique, etc...

1980 : La belle époque du Conseil Général du Val d'Oise



Le groupe communiste, avec de gauche à droite : **Guy Baude** (Canton de Bezons), **Maguy Krivopisko** (Argenteuil), **Francis Arzalier** (Taverny-Metry), **Francis Combe** (Sannois), **Claude Weber** (Cormeilles-Montigny), **Marie-Claude Beaudot** (Sarcelles) et **Roger Gaston** (Goussainville). Le 7^{ème} **Robert Pochon** (Garges), est absent sur le cliché.